

Le jeudi 19 janv 2006

Les conservateurs veulent abroger la loi sur le contrôle des armes à feu

PAR ROLLANDE PARENT

MONTREAL

Cyberpresse

Au moment de voter, les électeurs devraient prendre en compte la promesse des conservateurs d'abroger la loi sur le contrôle des armes à feu et de plutôt défendre le droit des Canadiens de posséder des armes.

L'appel a été lancé, jeudi, lors d'une conférence de presse, par la Coalition pour le contrôle des armes à feu, composée de 350 organismes, qui a déploré le peu d'informations qui circulent à ce sujet au Québec, comparativement au reste du pays.

Les porte-parole de la coalition se défendent bien de vouloir favoriser d'autres partis au détriment du Parti conservateur.

"Nous connaissons les positions des quatre partis qui s'entendent sur la nécessité d'avoir un meilleur contrôle aux frontières, des sentences plus sévères pour les crimes commis avec les armes à feu, des investissements en en prévention pour attaquer les causes de la violence", a fait valoir Patrick Leclerc, coordonnateur de la coalition.

"Un seul parti se démarque en disant qu'il ne respectera pas la loi en vigueur adoptée en 1995. Le Parti conservateur du Canada a déjà annoncé son intention d'abolir le système d'enregistrement des armes à feu s'il est porté au pouvoir", a-t-il ajouté.

"Les conservateurs ont tort. La loi a connu beaucoup de succès et les statistiques sont éloquentes. Je ne laisserai aucun parti réduire à néant les efforts faits pour avoir la meilleure loi sur le contrôle des armes à feu", a déclaré Catherine Bergeron dont la soeur Geneviève a été abattue à l'Ecole Polytechnique en 1989.

"Nous ne pouvons croire que 16 ans après les événements du 6 décembre 1989, 10 ans après l'adoption de la loi, on fait face à la possibilité que la loi soit abrogée, et cela malgré l'évidence que la loi fonctionne et donne des résultats.

"Il est primordial que la société sache que les efforts ont produit des résultats positifs. Il faut qu'on cesse de dire que la loi ne fonctionne pas, c'est faux, ou encore qu'on sera davantage protégé si on a une arme chez soi, c'est faux", a avancé Catherine Bergeron.

"Il faut un permis pour avoir un chien, un permis pour posséder une voiture et personne ne remet en cause ce système même si des récidivistes continuent de conduire leur voiture sans permis. C'est la même chose pour les armes à feu", a-t-elle renchéri.

Pour sa part, la fondatrice et présidente de la Coalition pour le contrôle des armes, et professeur à l'Université Ryerson, Wendy Cukier déplore que peu de Canadiens soient au courant que l'organisme qui lutte contre les législations canadiennes sur le contrôle des armes à feu au Canada a offert de l'aide au Parti conservateur, particulièrement en Ontario.

"Les Canadiens, particulièrement les Québécois, ne réalisent pas le pouvoir du lobby canadien en faveur des armes. En décembre, des gens reliés à National Rifle Association, des Etats-Unis, le plus puissant lobby au monde, étaient au Canada pour conseiller les lobbyistes canadiens en faveur des armes en vue de la campagne électorale", a-t-elle avancé.

"Cette information a été publiée dans les journaux anglophones en Ontario, mais pas au Québec", a-t-elle ajouté.